

Politique de confidentialité des formations RPO

perinatalite-occitanie.fr

ARTICLE 1 : PRÉAMBULE

Le RPO est un organisme de formation enregistré auprès de la DIRECCTE Occitanie sous le numéro d'activité 76310931931, habilité à dispenser des actions de formation labellisées DPC (Organisme de DPC n°9062) et référencé au Datadock et certifié QUALIOPI.

La présente politique de confidentialité a pour but d'informer les bénéficiaires, les financeurs et les formateurs des formations RPO sur :

- La manière dont sont collectées leurs données personnelles. Sont considérées comme des données personnelles, toute information permettant d'identifier un utilisateur. A ce titre, il peut s'agir : de ses noms et prénoms, de son âge, de son adresse postale ou email, de sa localisation ou encore de son adresse IP (liste non-exhaustive) ;
- Les droits dont ils disposent concernant ces données ;
- La personne responsable du traitement des données à caractère personnel collectées et traitées ;
- Les destinataires de ces données personnelles ;
- La politique du site en matière de cookies.

Cette politique complète les mentions légales et les Conditions Générales d'Utilisation consultables par les utilisateurs à l'adresse suivante :

[Mentions légales | Réseau Périnatalité Occitanie \(perinatalite-occitanie.fr\)](#)

ARTICLE 2 : PRINCIPES RELATIFS À LA COLLECTE ET AU TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Conformément à l'article 5 du Règlement européen 2016/679, les données à caractère personnel sont :

- Traitées de manière licite, loyale et transparente au regard de la personne concernée ;
- Collectées pour des finalités déterminées (cf. Article 3.1 des présentes), explicites et légitimes, et ne pas être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités ;
- Adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées ;
- Exactes et, si nécessaire, tenues à jour. Toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour que les données à caractère personnel qui sont inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans tarder ;
- Conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées ;

- Traitées de façon à garantir une sécurité appropriée des données collectées, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d'origine accidentelle, à l'aide de mesures techniques ou organisationnelles appropriées.

Le traitement n'est licite que si, et dans la mesure où, au moins une des conditions suivantes est remplie :

- La personne concernée a consenti au traitement de ses données à caractère personnel pour une ou plusieurs finalités spécifiques ;
- Le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci ;
- Le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis ;
- Le traitement est nécessaire à la sauvegarde des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne physique ;
- Le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement ;
- Le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement ou par un tiers, à moins que ne prévalent les intérêts ou les libertés et droits fondamentaux de la personne concernée qui exigent une protection des données à caractère personnel, notamment lorsque la personne concernée est un enfant.

ARTICLE 3 : DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL COLLECTÉES ET TRAITÉES DANS LE CADRE DE LA FORMATION

Article 3.1 : Données collectées

Les données personnelles collectées dans le cadre de notre activité sont les suivantes :

Bénéficiaires des formations :

Identité : Civilité, Nom d'usage, Prénom, date de naissance, adresse professionnelle, N° de Tel (Pro/ perso) et adresse mail personnelle et/ou professionnelle

Vie professionnelle : Profession, lieu et mode d'exercice, N°RPPS, N° ADELI

Santé/médical : demande de situation de handicap (et non le handicap) pour une adaptation de la formation

Date et moyen de paiement, organisme financeur (DPC, OPCO, FIFPL...)

Connexion : Accès extranet généré à l'inscription et clôturé dans l'année qui suit la fin de formation

Date et moyen de paiement, organisme financeur (DPC, OPCO, FIFPL...)

Formateurs :

Identité : Civilité, nom d'usage, prénom, date de naissance, adresse professionnelle ou personnelle, N° de Tel (Pro/ perso) et adresse mail personnelle et/ou professionnelle

Diplôme, CV, DNICI, attestation de formation et/ou diplôme, RIB, carte grise

Pour les intervenants prestataires : en plus des éléments cités ci-dessus : N° de déclaration d'activité en préfecture, attestation URSSAF, N° SIRET, RIB, carte grise

Financeurs / employeurs responsable d'inscription :

Identité : Civilité, nom d'usage, prénom, adresse professionnelle, N° de Tel pro et adresse mail professionnelle et/ou personnelle.

Article 3.2 : Finalités de la collecte et du traitement des données

Le recueil des données est nécessaire à la gestion des finalités décrites pour le bon fonctionnement des services ou la bonne exécution des prestations.

La finalité est de réaliser des formations RPO selon les besoins des professionnels de la région, en respectant le cadre du DPC et /ou FIFPL et Qualiopi.

- D'effectuer un suivi des candidats participants par :
 - Enregistrement et traitement des inscriptions aux formations
 - Etablissement des conventions et contrats individuels de formation
 - Etablissement des feuilles d'émargement (présence, absence, signature)
 - Rédaction des attestations de formation et des attestations de suivi de programme
 - Participation aux enquêtes de satisfaction
 - Participation aux prétest et postest et au questionnaire de positionnement
 - Accès aux informations concernant la formation et aux ressources pédagogique
 - Facturation des prestations de formation
- D'effectuer un suivi des formateurs :
 - Positionnement sur des projets de formation
 - Contractualisation dans le cadre de notre collaboration
 - Pour les personnels salariés : gestion de la paie et des indemnités kilométriques et des cotisations et déclarations afférentes
- Proposer des actions de formation qui sollicitent des fonds publics ou mutualisés, conformément :
 - au référentiel national QUALIOPI, La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel
 - à l'instruction N° DGOS/R3/DGS/SP1/2023/122 du 3 août 2023 relative à l'actualisation des missions des dispositifs spécifiques régionaux en péritnatalité.
 - Au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM 2018/2023) au titre du Fonds d'Intervention Régional contracté avec l'Agence Régionale de Santé d'Occitanie.
- Recueillir le consentement des participants à recevoir des informations du RPO (newsletters, événements, formations...)

Article 3.3 : Mode de collecte des données

Lorsque vous utilisez le formulaire « contact » de notre site vous devez renseigner :

- Nom, mail, sujet et votre message

Lorsque vous utilisez le formulaire « S'inscrire » les données citées dans l'article 3.2 ci-dessus sont automatiquement incrémentées depuis votre compte professionnel RPO vers notre logiciel de gestion des formations.

Lorsqu'une demande de formation est engagée des données sont collectées auprès des :

- Bénéficiaires des formations
- Employeurs
- Intervenants

Elles sont conservées par le responsable du traitement dans des conditions raisonnables de sécurité, pour une durée du temps de la convention + 5 ans en cas de litiges.

Le RPO est susceptible de conserver certaines données à caractère personnel au-delà des délais annoncés ci-dessus afin de remplir ses obligations légales ou réglementaires.

Article 3.4 : Hébergement des données

Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI) du RPO.

Spécifiquement :

- Utilisation du logiciel QUEOVAL
- Office 365, BREVO, ACCESS, « Contact » et compte professionnel du site internet
- Logiciels de visioconférence : ZOOM, Starleaf, Teams

Article 3.5 : Transmission des données à des tiers

Les données des bénéficiaires peuvent être transmises à nos partenaires, ci-après énumérés :

- Organismes collecteurs de fonds publics :
 - o Civilité, nom d'usage, prénom
 - o Vie professionnelle : Profession, mode d'exercice, N°RPPS, N° ADELI
 - o Moyen de paiement
- Organisme Certificateur (mode lecture)
 - o Civilité, nom d'usage, prénom, date de naissance, adresse professionnelle, N° de Tel (Pro/ perso) et adresse mail personnelle et/ou professionnelle
 - o Vie professionnelle : Profession, lieu et mode d'exercice, N°RPPS, N° ADELI
 - o Santé/médical : demande de situation de handicap (et non le handicap) pour une adaptation de la formation
 - o Date et moyen de paiement, organisme financeur (DPC, OPCO, FIFPL...)
 - o Connexion : Accès extranet généré à l'inscription et clôturé dans l'année qui suit la fin de formation
 - o Date et moyen de paiement, organisme financeur (DPC, OPCO, FIFPI...)
- Destinataires Intervenants
 - o Nom d'usage, prénom, lieu d'exercice, profession

- Santé/médical : situation de handicap (et non le handicap) pour une adaptation de la formation
- Questionnaires de formations

Les données des formateurs peuvent être transmises à nos partenaires, ci-après énumérés :

- Organismes collecteurs de fonds publics :
 - Civilité, nom d'usage, prénom
 - Vie professionnelle : Profession, mode d'exercice, N°RPPS, N° ADELI
 - CV, DNICI
- Organisme Certificateur (en mode lecture)
 - Identité : Civilité, nom d'usage, prénom, date de naissance, adresse professionnelle ou personnelle, N° de Tel (Pro/ perso) et adresse mail personnelle et/ou professionnelle
 - Diplôme, CV, DNICI, attestation de formation et/ou diplôme, RIB, carte grise
 - Pour les intervenants prestataires : en plus des éléments cités ci-dessus : N° de déclaration d'activité en préfecture, attestation URSSAF, N° SIRET, RIB, carte grise

Les données des employeurs/responsables d'inscription peuvent être transmises à nos partenaires, ci-après énumérés :

Organisme Certificateur (en mode lecture)

- Civilité, nom d'usage, prénom, adresse professionnelle, N° de Tel pro et adresse mail professionnelle et/ou personnelle.

Article 3.6: Politique en matière de “cookies”

Le site du RPO peut requérir l'installation d'un cookie afin d'offrir un service optimal. Il n'est dans tous les cas jamais utilisé à des fins commerciales.

Les informations nominatives concernant l'utilisateur, qui pourraient être recueillies par le site internet RPO sont à usage interne du RPO. Elles ne peuvent être communiquées à des tiers à des fins commerciales ou autre.

Des statistiques internes (fréquentation de pages du site) à des fins d'optimisation.

ARTICLE 4 : RESPONSABLE DU TRAITEMENT DES DONNÉES ET DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES

Article 4.1 : Le responsable du traitement des données

Les données à caractère personnelles sont collectées par le pôle formation du RPO :

- Jérôme Belec – Co-pilote - Sage-femme, référent formation et T21 - Site Toulouse (31)
- Cécile Marty – Co-pilote, référente handicap - Site Toulouse (31)

Le responsable du traitement des données à caractère personnel peut être contacté de la manière suivante :

- Par courrier à l'adresse : Pôle formation du RPO, 24 Impasse de la Flambère 31300 Toulouse
- Par téléphone, au 06 13 15 22 78
- Par mail : formationsrpo@perinatalite-occitanie.fr
- Par la fiche contact du RPO : [Contact | Réseau Périnatalité Occitanie \(perinatalite-occitanie.fr\)](#)

Article 4.2 : Le délégué à la protection des données

Le délégué à la protection des données de l'entreprise ou du responsable est joignable par :

- Courrier au Réseau de Périnatalité Occitanie, 24 impasse de la Flambère 31300 Toulouse
- ou par mail : dpo@perinatalite-occitanie.fr

Si vous estimatez, après nous avoir contactés, que vos droits "Informatique et Libertés", ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une information à la CNIL.

- Pour contacter la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/vous-souhaitez-contacter-la-cnil>
- Pour adresser une réclamation (plainte) à la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

ARTICLE 5 : LES DROITS DE L'UTILISATEUR EN MATIÈRE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DONNÉES

Tout utilisateur concerné par le traitement de ses données personnelles peut se prévaloir des droits suivants, en application du règlement européen 2016/679 et de la Loi Informatique et Liberté (Loi 78-17 du 6 janvier 1978) :

- Droit d'accès, de rectification et droit à l'effacement des données (posés respectivement aux articles 15, 16 et 17 du RGPD) ;
- Droit à la portabilité des données (article 20 du RGPD) ;
- Droit à la limitation (article 18 du RGPD) et à l'opposition du traitement des données (article 21 du RGPD) ;
- Droit de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un procédé automatisé
- Droit de déterminer le sort des données après la mort ;
- Droit de saisir l'autorité de contrôle compétente (article 77 du RGPD).

Pour exercer vos droits, veuillez adresser votre courrier à (*Réseau de Périnatalité Occitanie, 24 Impasse de la Flambère 31300 Toulouse*) ou par mail à [dpo@perinatalite-occitanie.fr])

Afin que le responsable du traitement des données puisse faire droit à sa demande, l'utilisateur peut être tenu de lui communiquer certaines informations telles que : ses noms et prénoms, son adresse e-mail ainsi que son numéro de compte, d'espace personnel ou d'abonné.

Consultez le site cnil.fr pour plus d'informations sur vos droits.

ARTICLE 6 : CONDITIONS DE MODIFICATION DE LA POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ



Réseau de
Périmatalité
Occitanie

Le RPO se réserve le droit de pouvoir modifier la présente Politique à tout moment afin d'assurer aux utilisateurs sa conformité avec le droit en vigueur.

L'utilisateur est invité à prendre connaissance de cette Politique à chaque fois qu'il utilise nos services, sans qu'il soit nécessaire de l'en prévenir formellement.

La présente politique, a été éditée le 10/01/2024 et mise à jour le 08/01/2026